

## La Commission de Bruxelles célèbre le « retour de la croissance » en Europe

Les Quinze pourraient finalement gagner leur pari monétaire

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Ce sont des prévisions économiques en forme de bulletins météo qu'Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a présentées, mardi 14 octobre, au Parlement européen : « *La croissance est de retour en Europe* », a-t-il annoncé avec une once de solennité.

Conséquence : treize pays de l'Union européenne (UE) devraient voir le déficit de leurs finances publiques en 1997 ramené à 3 % du PIB, ou au-dessous - c'est-à-dire tous les Etats membres, sauf la France et la Grèce. Encore la première serait-elle bien près du but avec 3,1 %, un écart qui devrait lui permettre de se qualifier sans difficulté majeure pour le passage à la monnaie unique lorsque la décision sera prise, à la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai 1998.

En 1998, la France revenue à 3 %, seule l'Italie connaîtra un déficit supérieur à ces 3 %. Mais la Commission note toutefois que

l'« *exécution intégrale du projet présenté en septembre pourrait conduire à un déficit de 2,7 % du PIB* ». Bref, l'Italie a encore de sérieuses chances de réussir, en avril, l'examen de passage la qualifiant pour l'Union monétaire au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

L'Europe serait alors en passe de gagner son pari monétaire, surtout si la Grande-Bretagne et, dans la foulée, le Danemark décident de rejoindre l'euro. Dans le contexte de Maastricht, les déficits publics constituent le point le plus sensible. Mais les autres indicateurs évoluent tous de façon satisfaisante. On a souvent reproché à la commission de faire preuve d'un optimisme de commande. M. de Silguy constate que, pourtant, de six mois en six mois, les objectifs de croissance ont dû être révisés à la hausse.

### CRÉATIONS D'EMPLOIS

C'est encore le cas aujourd'hui. Les experts bruxellois tablent sur une croissance moyenne de 2,6 % en 1997 et de 3 % en 1998, ce qui représente pour chacune de ces deux

années une révision de + 0,2 %. Les chiffres pour la France, également revus à la hausse, sont de 2,3 % en 1997 et de 3,1 % en 1998.

L'inflation se maintient à un niveau historiquement bas, malgré l'appréciation du dollar qui renchérit les importations. Le niveau moyen de la dette diminue également pour l'ensemble des Etats membres, de 73 % du PIB en 1996 à 72,4 % en 1997 et 69,9 % en 1999. En 1997, quatre pays devraient atteindre le ratio dette/PIB inférieur à 60 %, selon ce que réclame le traité de Maastricht. Il s'agit de la Finlande, de la France (57,3 %), du Luxembourg et du Royaume-Uni.

L'évolution de la conjoncture est favorable à l'emploi, même si les services de M. de Silguy ne prévoient qu'une amélioration lente. Ils tablent sur la création de 700 000 emplois en 1997, 1,3 million en 1998 et 1,8 million en 1999. Le taux de chômage dans l'Union devrait ainsi baisser de 10,9 % en 1996 à 10,7 % en 1997, 10,3 % en 1998 et 9,7 % en 1999.

Philippe Lemaître

Le Monde 15/10/31 p. 2

## « La réponse à la globalisation s'appelle l'eupéanisation »

« NOUS NE VIVONS PAS, en Allemagne, dans une niche qui échapperait à la globalisation et nous n'avons pas de délai de grâce. Si nous ne poursuivons pas les



**VERBATIM**

préparatifs nécessaires pour le XXI<sup>e</sup> siècle, l'évolution nous dépassera et notre pays périlitera. C'est notre devoir de le dire aux jeunes, et aussi en période électorale. Le temps presse, il faut agir », a déclaré le chancelier Kohi, lundi 13 octobre à Leipzig, devant le congrès chrétien-démocrate.

« L'Union européenne est une chance, spécialement pour nous, Allemands, a souligné le chancelier. Sans l'unification européenne, il n'aurait pas été possible d'écarter durablement la guerre de la partie libre de notre continent. Sans l'unification européenne, nous n'aurions pas pu assurer pendant des décennies la paix à l'Ouest. Et à l'Est la liberté n'aurait pu réussir à s'imposer. Sans l'unification européenne, l'unification de l'Allemagne n'aurait pas non plus été possible. » (...)

« L'Union monétaire européenne est un élément de dimension économique mais aussi politique (...). Nous ferons le nécessaire pour que l'euro arrive, ponctuellement et comme une monnaie stable, dans le plein respect des critères du traité de Maastricht. »

### « NOUVELLES RÉPONSES »

« L'euro n'est pas seulement un enjeu économique mais aussi un élément clef de l'avenir : l'introduction de la monnaie commune ancrera encore plus étroitement l'Union européenne dans un XXI<sup>e</sup> siècle fondé sur la paix et la liberté. »

« Nous savons, bien entendu, que beaucoup de gens en Allemagne préféreraient, en raison de notre histoire, conserver le mark mais la majorité des Allemands le sait également : de nouveaux développements exigent de nouvelles réponses. Une part importante de notre réponse à la globalisation s'appelle l'eupéanisation. »

« L'Union monétaire européenne est l'étape la plus importante pour notre pays depuis l'unification allemande. Et nous, les chrétiens démocrates, nous la mettons en œuvre. »